



fil infos

campements
illicites
résorption des
bidonvilles

n°25

Le fil infos « campements illicites / résorption des bidonvilles » rend compte des actions de la Dihal en matière d'anticipation et d'accompagnement des démantèlements de campements illicites et de résorption des bidonvilles. Il donne plus largement des informations sur l'actualité dans ce domaine. Il est adressé aux correspondants départementaux de la Dihal et à ses partenaires. Pour vous abonner, vous désabonner, ou envoyer vos contributions sur les initiatives menées dans vos territoires, écrivez-nous à l'adresse: pointcontact.campements@developpement-durable.gouv.fr



A la une

Le projet partenarial de MOUS* en Loire-Atlantique visant à une réduction durable des campements illicites et bidonvilles prend forme

Les enjeux liés à la résorption des campements illicites et à l'intégration des migrants européens de l'Est sont forts en Loire-Atlantique, et particulièrement, sur le territoire de l'agglomération nantaise. Selon la dernière enquête de la DIHAL en novembre 2016, la Loire-Atlantique est le deuxième département français le plus concerné, le premier hors Île-de-France, avec environ 1700 personnes, soit plus de 11% de la population recensée sur le territoire national.

A la suite d'une première réunion organisée en septembre dernier à la demande des 24 maires de Nantes Métropole (cf. Fil Infos d'octobre 2016), un important travail piloté par l'État et Nantes Métropole, et associant les communes et le Conseil départemental, a été mené pour aboutir à un projet de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS).

La feuille de route partagée allie respect du droit dans le cadre des décisions de justice, sécurité des personnes et accompagnement des familles lorsqu'elles s'inscrivent dans une logique d'insertion. Cette démarche qui repose sur les

principes d'humanité et de fermeté s'inscrit dans le long terme, chaque partenaire étant conscient de la complexité et de l'ampleur du sujet.

Ce projet partenarial et pluriannuel recouvre le territoire de l'agglomération nantaise. Il a pour ambition de parvenir à une réduction durable du nombre de campements illicites par des actions de diagnostics sociaux et d'accompagnement des familles s'inscrivant dans un parcours d'insertion adapté et l'identification des opportunités de parcours d'insertion en matière d'accès au logement et à l'emploi. (Suite page 2)



24 communes de Nantes métropole concernées par le projet

* Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale

(Suite de la page 1)

La dimension aide au retour en l'absence de possibilité d'intégration est également un autre axe du projet. Une réunion de travail avec l'ambassadeur de France en Roumanie en présence de nombreux maires et des services de l'Etat a ainsi été organisée en préfecture le 9 mars dernier pour lui présenter le projet de MOUS et échanger sur les enjeux de la

coopération décentralisée. Enfin, le projet de MOUS a fait l'objet de nombreuses réunions techniques. Le 8 mars 2017, la préfète a de nouveau réuni Nantes métropole, les maires et le Conseil départemental afin de faire aboutir rapidement ce projet dans les mois à venir.



Actus Dihal

Première réunion sur la thématique des unions précoces dans les bidonvilles

Le 8 mars 2017, la Dihal a organisé une réunion sur le thème des unions précoces, voire forcées, dans les campements illégaux et les bidonvilles. La réunion a rassemblé une trentaine de personnes des services de l'Etat (Education nationale, police, Préfecture d'Ile-de-France), des collectivités territoriales, des associations (Romeurope, Médecins du Monde, la Voix des Roms, les Enfants du Canal, etc.) et des experts.

Cette réunion, présidée par le Dihal Sylvain MATHIEU, s'appuyait sur la **présentation de deux rapports, l'un par Axel MAYBON à partir d'une étude en Ile-de-France, et l'autre par Michaël GUET du Conseil de l'Europe**. En prenant soin d'écartier toute approche culturaliste sur cette question sensible, les deux éclairages ont permis de pointer **certaines conséquences lourdes de ces unions : déscolarisation et exploitation domestique dans la belle-famille en sont les plus notables**.

A l'issue d'échanges nourris, le Dihal a indiqué la constitution d'un groupe de travail sur la base du volontariat des associations et des services publics,



Le groupe de travail réunissant les divers acteurs de terrain

Source: Dihal

sur les sujets suivants :

- production d'indicateurs et de formations à destination des acteurs concernés ;
- mise en place d'actions de prévention à destination des populations elles-mêmes ;
- actions de lutte contre la déscolarisation en partenariat avec l'Éducation nationale ;
- réflexion sur la nécessité de modifier la loi pour encadrer la lutte contre ces pratiques ;
- développement de solutions d'hébergement spécialisé pour les jeunes couples.

Lancement de la 9^{ème} enquête sur la situation des campements illégaux, bidonvilles et squats

Dans le cadre du suivi de l'application de la circulaire interministérielle du 26 août 2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des démantèlements de campements illégaux, la Dihal réalise chaque semestre un état des lieux national des campements, bidonvilles et grands squats en France. **La 9^{ème} enquête nationale sera lancée au cours**

du mois d'avril 2017 auprès des correspondants départementaux de la Dihal, faisant suite à celles de décembre 2012, juillet 2013, janvier 2014, octobre 2014, mars 2015, octobre 2015, avril 2016 et octobre 2016. Cette enquête constitue une référence en matière de recensement des occupations illégales en France.



Dans les territoires

Un projet Erasmus+ au service de la réussite scolaire expérimenté dans l'Hérault

Le laboratoire Praxiling de l'université de Montpellier a conduit de mars à juillet 2016 une expérimentation avec une dizaine d'élèves de 7 à 13 ans qui vivent en squats et sont scolarisés dans un dispositif UPE2A à Sète. Avec l'équipe du projet et l'équipe éducative, les élèves de langue maternelle ursari (famille du romani)

et leurs parents **ont participé à des activités encourageant l'apprentissage linguistique (visite du musée Paul Valéry, rédaction de cartels plurilingues français/ursari/roumain)**. Le projet prend appui sur le numérique pour soutenir l'apprentissage.

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

Cette expérimentation constitue la **collaboration française au projet Erasmus+ "Romtels"** dont l'objectif est de favoriser des relations ouvertes et de confiance entre les parents et l'école pour améliorer les parcours de scolarisation et d'insertion. Piloté par l'université de Newcastle, il réunissait également l'université d'Helsinki et une association s'occupant d'enfants roms d'Oradea (Roumanie). Les résultats ont été partagés lors **d'une journée "partenaires" le 28 février dernier à Londres.**

[Site internet du projet "Romtels"](#)



Source: Praxiling

Les parents enfants dans la classe dans le projet Erasmus+

Le CCAS de Grenoble publie une newsletter sur la MOUS engagée en 2012

La ville de Grenoble, la Métropole grenobloise, le département de l'Isère et l'Etat, avec le soutien de l'Union européenne, ont initié en 2012 une MOUS pour la résorption des bidonvilles de l'agglomération. Cette MOUS est articulée autour de trois axes de travail : le premier concerne l'accès à l'emploi et au logement des populations via de l'hébergement ou du logement transitoire, le deuxième est le travail de diagnostic des campements et le troisième est

l'intervention sur le terrain. Ce travail partenarial a permis l'accès à l'emploi et au logement de 87 personnes soit 18 ménages depuis 2012.

Dans une démarche de valorisation, d'information des partenaires et d'animation de son réseau, le CCAS de la Ville de Grenoble, opérateur de la MOUS, a lancé la publication trimestrielle d'un bulletin d'information.

[Lien vers le CCAS de Grenoble](#)



Europe / International

Le réseau ROMÁ « Agir ici et là-bas »

ROMÁ a été créé en avril 2010 et réunit des associations de la région Hauts-de-France et du judet de Maramures. Dans les Hauts-de-France, les associations recherchent des débouchés professionnels en lien avec les acteurs de l'emploi, alors qu'en **Roumanie, ROMÁ monte des demandes de financements et forme les intervenants sociaux.** Par exemple, dans le hameau de Ponorâta, l'accent est mis sur l'amélioration des conditions de vie pour prévenir les migrations. Le réseau y a construit un accueil de jour, qui offre des repas, du soutien scolaire et des activités d'éveil à 80 enfants. Cette construction a reçu un financement de l'EEA Grant-Norway.

Après sept années de partenariat, ROMÁ souhaite mener une expérimentation pour le retour de familles inspiré du projet des « villages de l'insertion » mené sur la métropole de Lille. L'objectif est de permettre un retour sur la base du volontariat et d'un plan de financement préparé en France et mis en œuvre en Roumanie.

L'accompagnement au retour vise à créer :

- une activité viable (une Société d'Economie Sociale), un emploi pérenne pour au moins un des adultes, voire les deux, en Roumanie,
- une « unité d'habitat d'insertion » visant l'amélioration de l'habitat en vue de limiter au maximum les frais liés au logement.

Ces deux axes : insertion professionnelle et logement « passif » sont les garanties d'un retour viable.

[Rapport de l'UNCCAS, janvier 2016](#)

[Livret ROMA, Parcours roms, 2017](#)



Source: AFEJI

Les enfants accompagnés par le réseau ROMA



Réseaux / partenariats

Rencontre avec l'UNICEF France

La DIHAL a reçu le 23 février des membres du comité national français du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Cette rencontre a été l'occasion d'une **présentation du réseau «Villes amies des enfants»**, un dispositif créé par l'Association des maires de France et l'UNICEF France qui regroupe **208 villes, 14 intercommunalités et 6 départements**. Une ville ou une collectivité territoriale «Amie des

enfants» et partenaire de l'UNICEF, se distingue par un engagement de qualité et une attention particulière pour les enfants allant de 0 à 18 ans. La DIHAL et l'UNICEF vont faire converger leurs actions pour encourager les villes à agir en faveur de la protection des droits des enfants notamment en assurant la scolarisation de l'ensemble des enfants.

Rencontre avec le collectif pour les droits des enfants roms à l'éducation (CDERE)

La DIHAL a rencontré le 17 février quatre membres du collectif pour les droits des enfants roms à l'éducation (CDERE), qui ont présenté leur action depuis la publication en septembre de **leur étude**

intitulée « Ados en bidonvilles et en squats, l'école impossible ? » sur la scolarisation des jeunes de 12 à 18 ans issus des bidonvilles.

Rencontre avec l'association Rues et Cités

La DIHAL a rencontré le 20 mars 2017 Sara Danti, la «coordinatrice Roms-Tsiganes» de l'association Rues et Cités, qui intervient auprès des professionnels et travailleurs sociaux (assistants sociaux, professionnels de la santé, de l'éducation, etc.). Sollicitée par les professionnels, la coordinatrice permet de débloquent

les différents verrouillages et obstacles dans l'accompagnement des familles, souvent dans une situation de précarité. L'association Rues et Cités pourrait participer au groupe national de suivi de la DIHAL en apportant son expertise sur la mission de la résorption des bidonvilles.



Sans commentaires... et sous toutes réserves
Revue des sujets relayés sur internet et dans la presse

Le 10 mars, l'association OSE a organisé un nettoyage d'un campement illégitime de Champs-sur-Marne, avec ses habitants.
<http://www.leparisien.fr/champs-sur-marne-77420/champs-sur-marne-les-roms-participent-au-nettoyage-de-leur-camp-10-03-2017-6751740.php>

L'association OSE avait déjà organisé un événement semblable en janvier à Saint-Thibault-des-Vignes
<http://www.leparisien.fr/saint-thibault-des-vignes-77400/saint-thibault-des-vignes-ils-ont-nettoye-les-bords-de-marne-et-l-ancien-camp-rom-23-01-2017-6607725.php>

Les bidonvilles à la une de la Gazette des Communes

La Gazette des Communes consacre sa une à la question des bidonvilles. Sous la plume de Rouja Lazarova, le journal publie un article intitulé "Endiguer les bidonvilles, une nécessité" sur la résorption des bidonvilles mettant en avant les expériences positives



Source: Flickr

soutenues par la DIHAL.
[Lien vers l'article](#)

Le rêve d'école des enfants des bidonvilles de Seine-Saint-Denis dans Le Monde

http://www.lemonde.fr/education/article/2017/03/12/le-reve-d-ecole-des-enfants-des-bidonvilles-de-seine-saint-denis_5093263_1473685.html